

Dialogue inter togolais, sortie de Mgr Kpodjro...

Mme Raymonde Kayi Lawson-de Souza: «Chacun doit prendre ses responsabilités en ce moment de crise»

Mme Raymonde Kayi Lawson-de Souza, est la présidente déléguée nationale du Mouvement des Femmes Unir. Elue il y a à peu près trois mois à ce poste, elle représente avec bien d'autres femmes du mouvement, les amazones du parti Union pour la République (Unir), parti au pouvoir...

PAGE 2



ARTS ET CULTURES



Bande dessinée

Le Togo a désormais sa ligue de justiciers

Créée par AGO Media avec le soutien de l'ambassade des Etats Unis et ARS Paris, la bande dessinée Scarf a été officiellement lancée vendredi soir suivi d'une projection du nouveau film Black Panther à Canal Olympia.

PAGE 9

REPORTAGE



Poursuite du programme des réparations

Le HCRRUN veut guérir les plaies de façon durable

Lors d'une conférence de presse organisée ce vendredi 16 février 2018 à son nouveau siège situé dans la cité OUA à Lomé, le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN)...

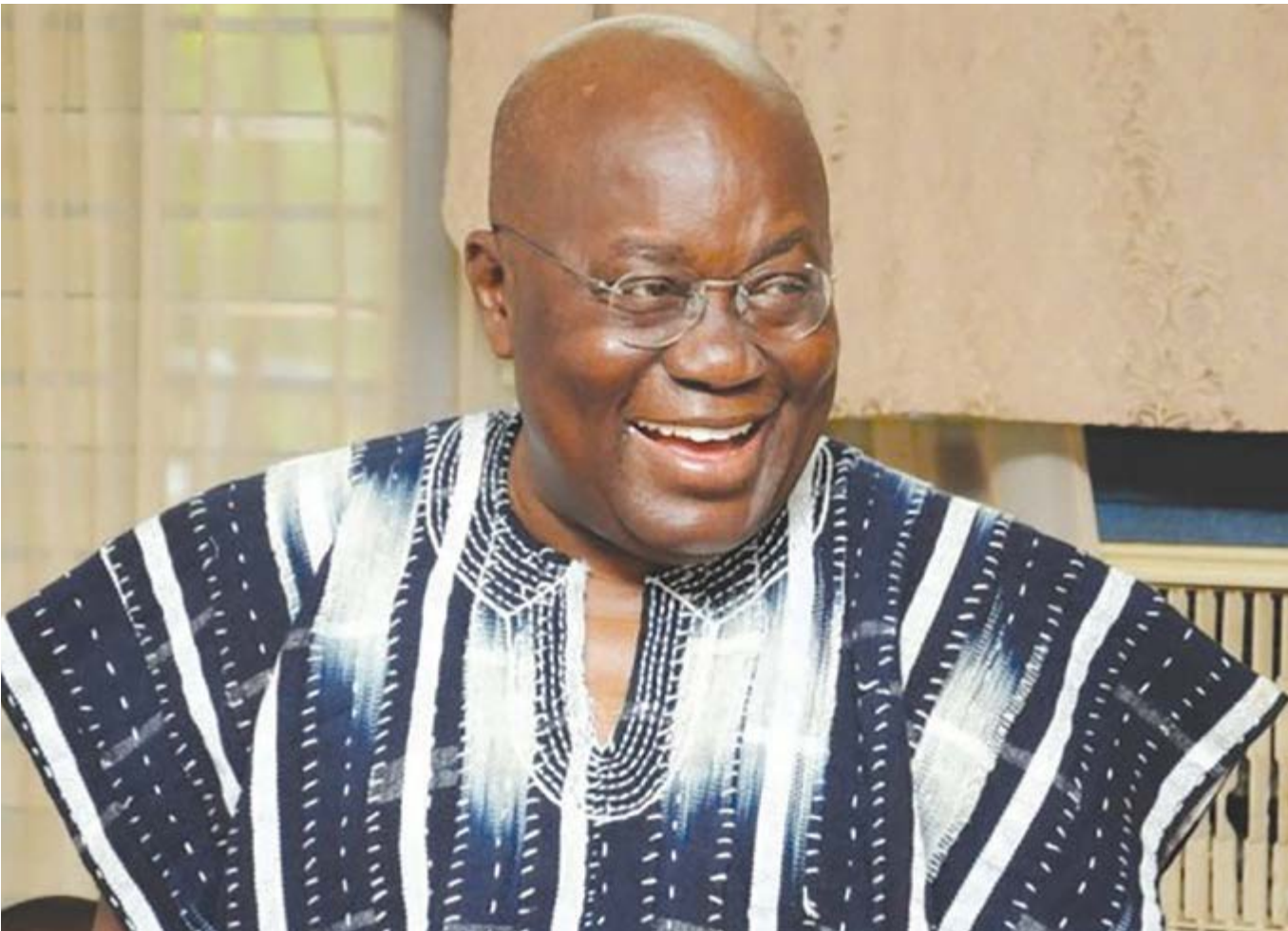
PAGE 11

Affaires Etrangères

Robert Dussey participe à la conférence de Munich sur la sécurité dans le monde

Le ministre togolais des Affaires Etrangères Robert Dussey a participé, du vendredi 16 février au dimanche 18 février 2018...

PAGE 11



Dialogue inter togolais

Top départ des travaux ce matin en présence de Nana Akufo-Addo

Arrivé dans la capitale togolaise hier dimanche après-midi, le président ghanéen Nana Akufo-Addo, le principal médiateur de la crise politique togolaise, va procéder à l'ouverture proprement dite des travaux du dialogue entre les acteurs politiques togolais. Les travaux vont durer dix jours.

PAGE 3

EDITO

Enfin, le dialogue !

Rien n'est figé, ni définitivement arrêté, dans la vie d'une Nation. Surtout pas les nôtres, encore toutes jeunes et confrontées à des pesanteurs qui entravent leur processus de développement et d'épanouissement. Il faut en effet des moments où l'on s'arrête, pour se mettre autour d'une table et voir ce qu'il y a à réajuster, à refaire ou à améliorer, etc., dans notre vivre ensemble, par rapport à nos lois, à nos institutions et surtout, à notre pratique de la démocratie. C'est pourquoi des voix s'élevaient, depuis août 2017 – et même peut-être avant- pour réclamer le dialogue, ou du moins, un nouveau dialogue, sous diverses appellations (conférence nationale bis,...

PAGE 3

Industrie Pharmaceutique

Faure Gnassingbé inaugure un complexe de fabrication de solutés intraveineux

PAGE 5



CMJN



SOMMAIRE

Côte d'Ivoire / Municipales et régionales
Le FPI réclame une commission électorale consensuelle



P 4

Umoa / Emission obligataire du Togo
Taux de couverture au-delà de 95%



P 5

Littérature et recherches
Professeur Kangni Kinvi veut promouvoir les maths au Togo



P 9

Joseph Kokou Koffigoh fait des révélations sur certains événements du passé



P 10

Sécurité alimentaire
Le poisson togolais « Makandjo » est bon pour la consommation



P 11

Dialogue inter togolais, sortie de Mgr Kpodjro...

Mme Raymonde Kayi Lawson-de Souza: «Chacun doit prendre ses responsabilités en ce moment de crise»

Mme Raymonde Kayi Lawson-de Souza, est la présidente déléguée nationale du Mouvement des Femmes Unir. Elue il y a à peu près trois mois à ce poste, elle représente avec bien d'autres femmes du mouvement, les amazones du parti Union pour la République (Unir), parti au pouvoir. Son leitmotiv, c'est le travail, et le travail sans tralala médiatique autour des actions qui sont pourtant régulières depuis son élection. Pour vous chers lecteurs, Togo Matin a donné la parole à cette dame de fer qui a voulu commenter les dernières actualités du pays.



Raymonde Kayi Lawson-de Souza

Nous vous avons peu entendu depuis votre élection à la tête du Mouvement des Femmes Unir ?

Au parti Unir, il n'y a pas de sortie intempestive sur les médias, à UNIR on préfère se focaliser sur le travail. Dès mon élection, tout le Bureau National, s'est immédiatement mis au travail. J'ai la chance d'avoir autour de moi, des femmes vaillantes, compétentes et aguerries. En moins de 90 jours, outre rencontrer nos adhérentes et nos militantes à chaque fois que le besoin se fait sentir, nous avons

eu une session de formation des femmes cadres du parti sur nos idéaux et les nouvelles structures du parti qui sont nées des différents congrès organisés par le Parti (Congrès de Tsévié, Congrès des femmes à Kpalimé et congrès des jeunes à Dapaong)... Vous avez pu remarquer que le Mouvement des Femmes Unir a mobilisé, il y a quelques jours, plus de quinze mille femmes Togolaises de tous bords à travers une grande prière œcuménique pour la Paix. Nous n'en n'avons pas fini puisque cette fin de semaine, nous sommes allées vers les

populations vulnérables de la Préfecture d'Agoè pour leur faire des dons de denrées alimentaires et aussi vers le syndicat des couturières et des tailleurs du Togo pour leur faire des dons de machines à coudre et leur parler de la Paix, la Paix dans notre Pays, la Paix dans nos cœurs.

Une sortie de Mgr Kpodzro fait la une de l'actualité depuis quelques jours. Le prélat fait en effet des révélations et demande à votre champion Faure Essozimna Gnassingbé de ne pas se représenter en 2020. Quelle est votre réaction ?

Il faut aussi replacer les paroles et les actes dans leur contexte. Qui est Monseigneur Philippe Fanoko Kpodzro ? Avec tout le respect que je lui dois, je pense que c'est un homme fini, il a joué son rôle dans l'histoire du Togo à un moment donné, et si nous en sommes là aujourd'hui, il doit en porter une grande responsabilité morale. Ce qu'il n'a pas pu faire dans les années 90, ce n'est pas en 2018 qu'il pourra le faire. Il ne faut pas oublier

que l'Eglise, notamment l'Eglise catholique dont le porte voix est la Conférence des Evêques du Togo (C.E.T.) a un rôle essentiel à jouer dans cette crise. L'Eglise est en droit de dénoncer les abus de part et d'autre dans notre pays mais il ne doit pas avoir de parti pris, et sa façon d'énoncer les faits est très importante car au sein de nos églises, il y a aussi bien des fidèles de la majorité présidentielle que de l'opposition et il ne faut pas que les églises dressent les Togolais, les uns contre les autres.

Après les travaux du comité préparatoire, tout semble prêt pour le démarrage effectif du dialogue. Unir est il prêt ?

Pour tout ce qui va dans le bon sens, notre parti Unir est toujours prêt, c'est l'avenir de notre pays qui se joue. Tout le monde parle de dialogue en ce moment mais on a l'air d'oublier la personne qui a initié le dialogue ! Est-ce l'opposition ? Non. Est-ce telle ou telle institution ? Non, C'est son Excellence Faure Essozimna Gnassingbe, Président de la

République Togolaise et Président de notre Grand Parti Unir. Chacun doit prendre ses responsabilités en ce moment de crise et chacun en répondra devant l'Histoire, devant les Togolais et aussi devant le Juge Suprême. Donc mettons de côté notre orgueil, ne demandons pas l'impossible, ce qui est irréalisable, revêtons nous d'humilité afin de sauvegarder les intérêts du Peuple en mettant de côté les intérêts partisans.

Certains sont en train de parler de retour à la Constitution de 1992, combien savent ce que contient cette Constitution de 1992. Nous devons respecter les textes et dans notre Pays, il ne peut pas avoir de dictature par la rue. Nous avons l'air d'oublier que le Président Faure a été élu démocratiquement au suffrage universel et il ne partira que si Dieu lui-même décide qu'il est temps qu'il aille servir ailleurs car tout pouvoir vient de Dieu.

La rédaction

tm
TOGOMATIN

Récupéré N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Freda Sefiamor
Alexandre Wémima

Edem Dadzie
Essoyodou Awih
Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla
Service commercial:
DIRECT AGENCY
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00
Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print
Distribution : Togo Express
Tirages : (2000 exemplaires)

Edito

...dialogue politique, négociations, pourparlers, etc.). Enfin, le dialogue démarre aujourd'hui, peut-on s'exclamer ! En appelant à la tenue d'un dialogue national, après les nombreuses consultations qui lui ont permis de prendre la mesure des aspirations profondes de quelques forces politiques de la Nation, le président de la République a consenti à la volonté de son

peuple. Il faut s'en féliciter. Devant une perspective qui suscite des appréhensions, compte tenu de notre passé émaillé, malheureusement, de violences et autres événements tristes ; au lendemain de l'accès à la démocratie, notre pays essaie de puiser dans son génie créateur, pour éviter de retomber dans les ornières du passé. Car, en tout et pour tout, c'est, d'abord, la paix qui compte. Et la sauvegarde de la paix passe par le dialogue: il faut s'entendre sur l'essentiel, pour que le jeu de la compétition

électorale destinée à conquérir les suffrages ne soit pas source de division. Dommage que certains responsables politiques restent enfermés dans leurs préjugés ou procès d'intention ; dommage que pour d'autres politiques, le fait de ne pas être invité au dialogue, devienne un sacré prétexte pour trouver à passer au vitriol ce processus dont l'aboutissement ne peut qu'être salubre pour le Togo. Il n'est pas dit que participer au dialogue, c'est cautionner une quelconque politique. C'est,

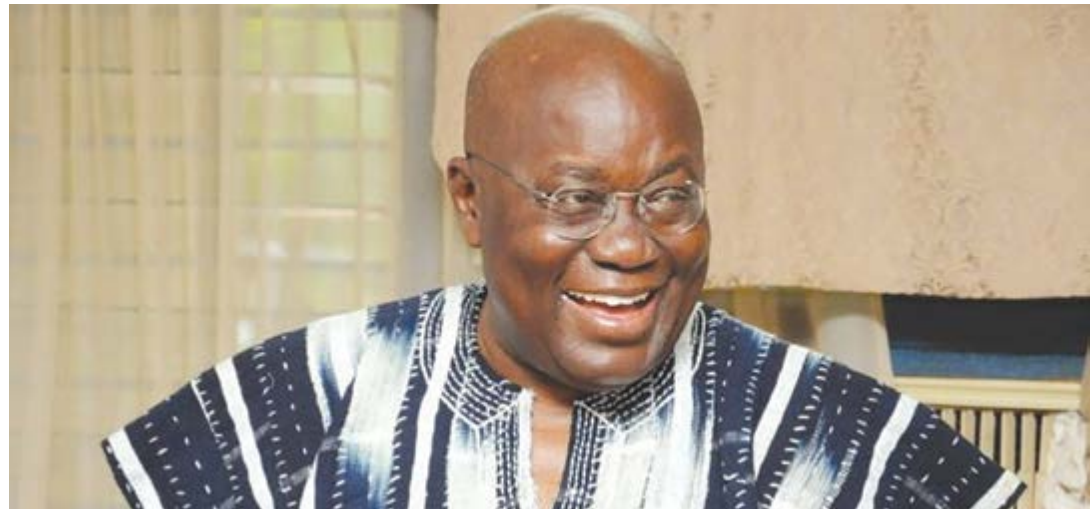
plutôt, faire entendre sa voix et montrer à la face de la Nation sa capacité à rechercher les solutions aux problèmes de la Nation par le dialogue. De même, ne pas y prendre part n'est pas synonyme du non prise en compte de ses aspirations et suggestions. Pour la majorité UNIR et son gouvernement, la responsabilité est grande dans la réussite de ce dialogue, surtout que leur crédit est érodé par ces procès de manque de volonté à appliquer, convenablement, les résultats

des précédents dialogues. Ce qui a créé une véritable crise de confiance avec le reste de la classe politique et la société civile. D'ailleurs, toute la difficulté de ce rendez-vous se situe, sans doute, à ce niveau. S'il n'y a pas la confiance, incarnée par des acteurs jouissant d'une crédibilité dans l'opinion, le dialogue aura du mal à atteindre ses objectifs. Tout ce qui rentre dans la tenue d'un dialogue devrait se faire aussi dans le dialogue. Autrement, il sera difficile d'avancer.

Dieudonné Korolakina

Dialogue inter togolais
Top départ des travaux ce matin en présence de Nana Akufo-Addo

Arrivé dans la capitale togolaise hier dimanche après-midi, le président ghanéen Nana Akufo-Addo, le principal médiateur de la crise politique togolaise, va procéder à l'ouverture proprement dite des travaux du dialogue entre les acteurs politiques togolais. Les travaux vont durer dix jours.



Le présidet ghanéen Nana Akufo-Addo

Démarrés, jeudi, sous la facilitation du Ghana, les travaux préliminaires au dialogue politique se sont achevés ce dimanche par l'adoption d'un règlement intérieur. « L'objectif général du présent processus de

dialogue est de permettre aux acteurs politiques togolais, eux mêmes, d'arriver à un accord global sur les questions qui alimentent la crise actuelle dans la paix et la concorde nationale dans le respect de l'ordre constitutionnel et des institutions de la République » peut-on lire dans le document rendu public hier.

Aussi, précise le document, « le dialogue se déroulera durant une période d'environ dix jours », et « chacune des deux parties

se fera représentée par 7 délégués dument mandatés avec pouvoir de prise de décision, sans préjudice de leur droit de se concerter avec leurs mandants autant que besoin ». A l'ordre du jour, 11 points, dont la hiérarchisation sera faite par les participants au dialogue, sont inscrits. Il s'agit notamment des réformes constitutionnelles et électorales, et de l'organisation du référendum portant révision de la constitution de 1992.

La rédaction

Dialogue
Gilbert Bawara : « Les Togolais, doivent être en mesure de trouver des solutions qui répondent à la fois à l'intérêt général et au bien commun de tous »

Les togolais "doivent, en se parlant être en mesure de trouver des solutions qui répondent à la fois à l'intérêt général et au bien commun de tous", a souligné ce dimanche Gilbert Bawara (ministre de la fonction publique), la veille d'un dialogue crucial entre le parti au pouvoir et la coalition de l'opposition, après six mois de crise.

"Donc, nous n'allons pas nous départir de cette confiance et de cet optimisme. Nous espérons que chacun sera animé par le même état d'esprit", a-t-il précisé.

Le président ghanéen Nana Akufo-Addo, facilitateur dans la crise qui secoue le Togo, est arrivé dimanche après-midi à Lomé où il

présidera l'ouverture du dialogue. Le comité préparatoire -- chargé de peaufiner certains points -- a achevé son travail ce dimanche, après la signature du "règlement intérieur" devant régir les discussions. Le dialogue va se dérouler entre les délégations de la coalition de l'opposition

et le parti au pouvoir (7 membres dans chaque délégation). Le nombre de délégués pourrait être élargi si les participants eux-mêmes en prennent la décision. La participation du gouvernement aux discussions, sera débattue par les participants. Plusieurs autres points sont inscrits à l'ordre du jour de ce dialogue dont les



Gilbert Bawara

mesures d'apaisement et de confiance (à examiner de manière prioritaire par les participants), l'établissement de la Constitution de 1992, l'implication du rétablissement de la constitution de 1992, la

transition, l'organisation du référendum portant révision de la constitution de 1992 et les réformes constitutionnelles et électorales. Rappelons que le Togo traverse est plongé dans une nouvelle crise depuis septembre, avec des séries de manifestations de la coalition de l'opposition qui exige notamment le retour à la Constitution originelle de 1992, la révision du cadre électoral et l'instauration du droit de vote des togolais de l'étranger.

www.savoirnews.net

Afrique du sud / Destitution de Zuma

Une perversion de la démocratie

Deuxième président poussé à la sortie en Afrique du sud en moins de 20 ans, Jacob Zuma part à cause des pressions orchestrées par Cyril Ramaphosa, qui a finalement réalisé son rêve, celui de diriger le pays. Un rêve longtemps refoulé, peut-être en raison de son incapacité à mobiliser autour de sa personnalité.

Loin de respecter les principes de la démocratie, ce jeu de destitution auquel s'est livré l'ANC est tout juste une démonstration de la « perversion » de la démocratie, selon Jean-Baptiste Placca, dans l'une de ses récentes chroniques sur Rfi.

L'Afrique du sud passe en effet à autre chose, à une autre étape de sa démocratie. Mais va-t-elle s'enraciner dans cette façon de « prendre en otage » la démocratie ?

Une démocratie prise en otage par l'ANC

Ce qui s'est passé en Afrique

du sud n'a rien à voir avec la démocratie, selon le chroniqueur togolais Jean-Baptiste Placca. C'est un bel exercice qui a juste montré l'hégémonie du Congrès national africain (ANC) dans la vie politique du pays. Le président est certes désigné par la formation majoritaire, mais il est élu par le Parlement comme président de tous les Sud-Africains. De ce fait, il ne devrait plus être soumis aux « querelles d'appareil, encore moins aux rapports de force à l'intérieur de sa formation politique ».

L'ANC est en passe d'instaurer ce système de l' « impeachment » à répétition si l'on s'en tient à

celui de Thabo Mbeki et de celui de Jacob Zuma. De ce fait, c'est faire prévaloir un système de gouvernance qui crée l'instabilité dans la mesure où il suffirait d'élire un président pour venir s'interposer et l'écarter par la suite, perturbant ainsi la bonne marche de l'Etat. Dans un environnement démocratique sain et suivant le régime politique de l'Afrique du Sud, il revient au Parlement de décider de déchoir le président, et uniquement pour des fautes liées à sa conduite de l'Etat. Jacob Zuma a, certes, commis des erreurs, et même, peut-être, des fautes lourdes, mais ce n'est pas

pour cela que l'ANC a voulu le voir quitter le pouvoir. Non ! On lui demandait de démissionner, simplement parce qu'un nouveau président vient d'être élu à la tête de sa formation, et que l'ANC voudrait que ce soit son nouveau président qui prenne les rênes de la nation, désormais.

Une démocratie mise à mal par des querelles de leadership

L'éditorialiste Jean-Baptiste Placca reste convaincu, toutefois, que l'Afrique du Sud est une démocratie réelle, à la différence de bien des régimes qui ne cessent de se proclamer démocratiques, mais n'en ont que l'apparence. Grâce à une justice pas du tout influençable, l'Afrique du Sud s'est illustrée, depuis Nelson Mandela, dans la construction d'un système judiciaire applicable à tous, Blancs, Noirs, Métis ou autres.

Cependant, il est important que l'ANC offre aux Sud-Africains, la confiance en sa capacité à perpétuer l'héritage de Nelson Mandela, en revisitant les critères d'éligibilité de leurs leaders par exemple. En moins de 20 ans, deux présidents ont été destitués par leurs vices, à la faveur d'éléments supposés ou avérés. Et rien ne prouve que Cyril Ramaphosa ne fera pas piètre président que ses successeurs.

Avec un dossier tout aussi flamboyant que sa réussite dans les affaires, Cyril Ramaphosa n'inspire pas la confiance nécessaire, pour avoir été indirectement responsable du massacre de plus de 30 mineurs en 2012, au moment où il était le président du Conseil d'administration de la compagnie Lonmin, qui employait les mineurs en grève.

Alexandre Wémima

Côte d'Ivoire / Municipales et régionales

Le FPI réclame une commission électorale consensuelle

Prévues cette année 2018, les élections municipales et régionales risquent d'enregistrer l'absence du Front Populaire Ivoirien (FPI), principal parti de l'opposition en Côte d'Ivoire depuis la chute de Laurent Gbagbo. En argument de fond, le parti réclame l'institution d'une commission électorale consensuelle.

Pourtant divisés, il y a quelques mois sur la manière de diriger le parti, les partisans de Gbagbo et Pascal Affi N'Guessan ont tenu des conférences de presse, le jeudi dernier. « Nous demandons au pouvoir de s'asseoir et discuter (...) si le message est entendu, tant mieux pour la Côte d'Ivoire, si ce n'est pas entendu donc nous

aviserons », a déclaré Aboudramane Sangaré, qui est à la tête des frondeurs. De son côté la plateforme regroupant six partis politiques de l'opposition, dont la faction du FPI de Affi N'Guessan, a appelé à l'application de l'arrêt de la Cour africaine des droits de l'homme qui exige la modification de la composition de

la CEI, représentée par huit membres du pouvoir contre quatre de l'opposition. « Ce qui est fondamental aujourd'hui, c'est qu'un acteur engagé dans une compétition ne doit pas dominer l'instrument de régulation de cette compétition », a souligné M. Affi N'Guessan lors de sa conférence de presse.

Annoncées par le



Pascal Affi N'Guessan

président Alassane Ouattara lors de son allocution du nouvel an, les élections municipales, régionales et sénatoriales

auront lieu cette année 2018 et concerneront 197 communes et 31 régions du pays.

La rédaction

Gabon

La coalition de Jean Ping s'effrite à 2 mois des législatives

Neuf partis politiques, sur une quinzaine que compte la Coalition pour la Nouvelle République (CNR) dirigé par Jean Ping, ont refusé de participer aux élections législatives annoncées pour avril 2018 au Gabon. Une position que ne partagent pas les autres partis du groupe estimant qu'il s'agit d'une position qui n'engage pas la coalition, ni aucune de ses instances.

Au Gabon, on avance peut-être vers une scission du CNR qui réclame toujours la victoire de Jean Ping à la présidentielle d'août 2016. Les partis signataires de la déclaration, lue par l'ex-ministre Vincent Moulengui Boukosso, ce jeudi 15 février 2018, estiment en effet, que « La lutte pour la conquête des sièges à l'Assemblée nationale est une manière

de détourner l'attention du peuple gabonais, et de son président démocratiquement élu de leur objectif principal : le rétablissement de la vérité des urnes et la prise de pouvoir ».

S'appuyant sur l'enquête recommandée par l'Union européenne sur les violences post-électorales du 31 août 2016 comme

l'une des questions préjudicielles avant toute élection, les signataires de ce communiqué ont réaffirmé leur attachement à l'opposant Jean Ping. Jean Ping, lui, ne s'est pas encore prononcé sur la stratégie à adopter. Dans le même temps, la CNR peine à parler d'une seule voix et le communiqué semble ne pas avoir arrangé les choses. Le vendredi



Les leaders de la CNR au Gabon

dernier, un démenti signé par Jean Eyeghe Ndong, président de la Conférence des présidents de la Coalition, a précisé que « le document intitulé « Point de presse N°02/15022018,

n'engage nullement la CNR, ni aucune de ses instances », ajoutant que le débat sur la question de la participation au scrutin était « toujours en cours ».

T.M.

Industrie Pharmaceutique
Faure Gnassingbé inaugure un complexe de fabrication de solutés intraveineux

Le président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé, a inauguré le vendredi 16 février dernier, une usine de production de solutés intraveineux à Avéta, localité située à 25 kilomètres de Lomé.



Faure Gnassingbé visitant les installations de l'Usine

Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé était aux côtés de Dr Guy Dovi-Akue, promoteur du Complexe Do Pharma qui a été inauguré le weekend dernier. C'est une usine bâtie sur une surface de 3500 m² et qui est composée de quatre départements : la production, l'ingénierie, l'Assurance qualité et le contrôle qualité. L'usine Do Pharma est un complexe moderne de dernière génération, où chaque étape de la production est contrôlée par une équipe d'experts et des installations de classe internationale. L'unité pharmaceutique Do Pharma est la première du genre à s'installer en Afrique de l'Ouest francophone. Selon Frédéric Dovi Akué, Directeur Général de la société, l'implantation de cette structure au Togo fait suite au constat selon lequel, on « est dépendant des importations dans la région, en termes de disponibilité de produits pharmaceutiques. Cette situation n'arrange pas les économies. Sous un autre angle de vue, il y a les délais de livraison à considérer. C'est donc important de produire localement des médicaments de qualité », a-t-il déclaré.

La création de Do Pharma au Togo répond à deux objectifs, selon ses promoteurs. Il s'agit de limiter la dépendance des importations, lutter contre les produits contrefaits d'une part, et améliorer le système de santé en augmentant l'accès aux soins primaires d'autre part.

« J'adresse mes félicitations aux promoteurs du complexe industriel pharmaceutique Do-Pharma à Avéta, dans la préfecture de Zio que j'ai eu le plaisir d'inaugurer ce jour. Première industrie pharmaceutique de production de solutés en Afrique de l'Ouest, Do-Pharma jouit de la zone franche avec les avantages y afférents. Cette imposante infrastructure présente un atout économique qui favorisera la création d'emplois durables et l'accès des populations aux produits pharmaceutiques à des coûts raisonnables », a déclaré le chef de l'Etat Faure Gnassingbé sur son compte twitter, après la cérémonie d'inauguration.

Le système de production de Do Pharma est basé sur la technologie Blow Fill Seal (BFS) de la société Rommelag. Il a une capacité de production de 18 à 20 millions de 500 ml, 250 ml et 100 ml. Cette entreprise va offrir des emplois durables à plus de 300 personnes. 110 jeunes, diplômés des Universités du Togo y travaillent déjà.

Rachid Zakari

Umoa / Emission obligataire du Togo
Taux de couverture au-delà de 95%

Selon les chiffres rendus publics la semaine dernière par l'Agence Umoa Titres, la dernière émission obligataire du Togo a été souscrite avec un taux de couverture qui se rapproche de l'objectif escompté.

L'Etat togolais a lancé le jeudi dernier, sa troisième émission du trésor public de l'année. Cette opération s'est révélée très concluante selon le rapport rendu public par Umoa Titres vendredi 16 février. Elle visait notamment à mobiliser 20 milliards de francs CFA sur le marché financier sous régional. Le taux de couverture est estimé à 95.32%. Sur les 20 milliards de francs que visait le pays, le Trésor public a pu mobiliser un peu plus de 19 milliards.

La première émission obligataire du Trésor public togolais remonte à début janvier 2018. Elle a été peu concluante pour l'Etat togolais (seulement 34% du total de l'émission obligataire). Quelques semaines plus tard, le 26 janvier plus exactement, la seconde opération financière du Togo a été au-delà des attentes. Ce qui témoigne ainsi de la reprise progressive de la confiance des investisseurs privés en faveur de l'Etat togolais.



Le siège du ministère togolais de l'Economie et des finances

Le Togo n'était pas le seul pays à avoir des difficultés de mobilisation de fonds sur le marché de l'Union monétaire ouest africaine (Umoa) en début d'année. Sur les huit pays que compte l'Union, seuls la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso ont réussi leur opération. Les pays comme le Niger, la Guinée Bissau ou encore le Mali n'ont pu atteindre leur objectif, selon les résultats des appels de fonds publiés par Umoa Titres depuis le début de l'année. Par ailleurs, le gouvernement togolais ambitionne de mobiliser 90 milliards sur le marché financier sous

régional jusqu'en mars prochain. L'opération est décomposée en 3 émissions de Bons Assimilables au Trésor (BAT) qui visent à mobiliser 55 milliards de francs, et deux émissions d'Obligations Assimilables au Trésor (OAT) pour mobiliser 35 milliards de francs CFA. Selon le calendrier publié en début du mois dernier par l'institution financière sous régionale (UMOJA), le volume global prévisionnel des émissions pour l'ensemble des trésors publics de l'ensemble des huit pays membres s'élève à 816 milliards de Francs CFA.

Awih Essoyodou

Fraudes fiscales au Togo
60% des grandes entreprises concernées

Plus de la moitié des grandes entreprises togolaises déclarent, en fin des exercices fiscaux des pertes en lieu et place des bénéfices. C'est le constat fait par les hauts responsables de l'Office togolais des Recettes (OTR) dans un contexte d'allègements fiscaux significatifs en faveur des entreprises établies au Togo.

Le gouvernement togolais s'engage désormais à réformer l'économie nationale via tous ses compartiments. Depuis l'adoption de la loi de finances exercice 2017, des bonds significatifs ont été réalisés comme par exemple, l'allègement des charges fiscales sur les entreprises installées sur le territoire national. Tout a commencé par la baisse, l'année dernière, de l'impôt sur les sociétés d'un point de pourcentage, ainsi que la diminution de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 18% à 10 % sur certains biens et son exonération complète sur d'autres. Cela constitue sans doute un manque à gagner important pour l'Etat. Mais malheureusement, les grandes entreprises, celles

qui contribuent le plus aux recettes fiscales, ne jouent pas leur rôle. En effet, 60% d'entre celles masquent leurs bénéfices annuels en vue de contourner les autorités fiscales. Ces fraudes fiscales contraignent en effet l'Office togolais des recettes à supprimer un certain nombre de leurs privilèges. Le projet de réformes du code général des impôts vise également les pratiques mesquines de certains opérateurs. L'impôt minimal forfaitaire qui, autrefois était de 500 000 francs CFA pour toutes les grandes entreprises, est établi désormais par rapport aux résultats des entreprises prises individuellement. La loi de finances 2018 fixe à un 1% du chiffre d'affaires, l'impôt minimum forfaitaire

et ceci, quel que soit le résultat de l'entreprise. Une réponse du berger à la bergère, dont l'objectif est notamment de limiter ces pratiques frauduleuses mais parfois, droites au vue de la loi. Les recettes fiscales contribuent très peu à la création de la richesse nationale (22 % du Produit intérieur brut en 2017). En plus du secteur informel, qui reste un logiciel malveillant sur le serveur du fisc, des fraudes fiscales ne devraient être encouragées. C'est en substance le message délivré par les commissaires de l'OTR en fin de semaine dernière aux grandes entreprises dont les états financiers sont faussement déclarés en perte à l'autorité.

Awih

Nation

Nature et facteurs constitutifs

On évoque régulièrement le terme « nation » dans nos discussions, prises de paroles et dans nos correspondances sans peut être cerner le contour de ce concept. Togomatin a jugé utile de revenir sur la notion de la nation, pour parler de sa constitution, de sa nature et de ses facteurs constitutifs.

Définition de la nation

La nation est la construction historique du sentiment d'appartenance d'un peuple à une identité commune fondée sur la culture, la langue, la religion ou le territoire. L'État est l'appareil politique qui gouverne une nation. Depuis le XIXe siècle, on parle d'État-nation quand une nation et l'État qui l'organise se correspondent.

Togo / Présentation générale



Une carte géographique du Togo

Situé sur le golfe du Bénin, entre le Bénin et le Ghana, le Togo est un pays de 56.600 km2, étiré du nord au sud sur 600 km. C'est un pays de l'Afrique de l'Ouest dont la population est estimée en 2017 à environ 7,6 millions d'habitants pour une densité de 133 hab/km2. Le Togo est l'un des plus petits États africains avec 56 785 km2, s'étirant sur environ 700 km du nord au sud avec une largeur n'excédant pas 100 km, limité au nord par le Burkina Faso, au sud par le golfe de Guinée, à l'est par le Bénin et à l'ouest par le Ghana. Cette faible superficie n'empêche pas le Togo d'être reconnu pour la grande diversité de ses paysages (une côte de sable fin bordée de cocotiers au sud, des collines, des vallées verdoyantes et des petites montagnes dans le centre du pays, des plaines arides et de grandes savanes plantées de baobabs au nord).

La constitution d'une nation
La construction s'établit nous l'avons vu au travers d'une histoire ; il s'agit bien d'un résultat historique. La création d'une nation a parfois été nécessaire pour conduire à l'unité ; ce fut le cas lors de la Révolution française, alors que les révolutionnaires crient « vive la nation », tandis que la monarchie vient d'être renversée. Cet exemple montre la nécessité d'une évolution historique qui finit par rassembler un peuple. Le résultat historique conduisant à la constitution d'une nation s'introduit de plusieurs manières : il peut s'agir de la succession de dynasties monarchique (France), ou encore d'une volonté d'union de territoires... En France et en Angleterre, c'est notamment avec la centralisation que le sentiment nationaliste s'affirme ; mais c'est surtout avec la guerre de Cent ans qui rapproche les peuples.



Vue aérienne de la ville de Lomé

L'idée naissance de cette notion entraîne des conséquences importantes. Le principe des nationalités permet d'établir un équilibre politique en Europe. Mais l'idée de créer une nation n'est pas seulement européenne, et les pays colonisés vont voir renforcé le nationalisme de leurs habitants. Le nationalisme a ainsi conduit à une décolonisation massive, et à l'apparition de nouveaux Etats.

Nation et Nationalisme

Si le nationalisme a conduit à la décolonisation, le terme dispose parfois d'une connotation inquiétante. Le sentiment nationaliste est souvent désormais attaché à un refus d'ouverture vers d'autres peuples, à un sentiment de haine envers eux, et à un renfermement du peuple sur lui-même. Mais le nationalisme diffère de notions proches telles que le patriotisme, qui pourraient conduire à penser que le nationalisme engendre une certaine violence.

Il existe plusieurs types de nationalismes :

- Régionaliste
- Indépendantiste (décolonisation)
- Nationalisme européen (favorable

à la création d'une nation européenne)
• Traditionnel (Etats nation)
• Séparatistes (québécois, écossais)
La nation comme concept juridique
Le terme de nation ne comporte aucune définition juridique.

Cependant, les textes fondateurs de la République française y font référence. L'article 3 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen stipule ainsi que : "le principe de toute Souveraineté réside essentiellement dans la nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément."

La nation est donc devenue la source de tous les pouvoirs. En effet le peuple détient la souveraineté, et c'est par le biais de la nation qui s'est constitué qu'il la détient ; le peuple constitue ainsi un corps politique qui s'exprime par ses représentants. L'idée de nation en lien avec l'Etat lui-même vient donc du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. On parle ainsi aujourd'hui d'Etat nation ; on fusionne donc le principe de nationalité d'une part, avec le mode de gouvernement d'autre part.
Extrait, Lemondepolitique.fr

La nature de la nation

La nation constitue une société naturelle au même titre et au même degré que la famille. Elle aussi est l'œuvre de la nature ; ce qui lui vaut de réaliser un mode d'association humaine universel dans le temps et dans l'espace. D'elle aussi on fait partie par nature, sans l'avoir ni créée ni choisie (sauf le cas exceptionnel de la «

naturalisation », grâce à laquelle -le mot est bien choisi- la société naturelle qu'est la nation s'agrége un étranger, comme la famille le fait dans le cas analogue de l'adoption).
Qu'on le veuille ou non, l'on naît dans une nation comme l'on naît dans une famille. L'on commence à recevoir son empreinte et ses bienfaits longtemps avant d'avoir



Des jeunes filles lors de la proclamation d'un résultat scolaire

soupçonné son existence et pris conscience des obligations que l'on a envers elle. Et il ne suffit pas de la renier pour cesser de lui appartenir. Réalité spécifiquement sociale, la nation à l'intégrité de sa nature avant de se doubler d'une réalité politique, de revêtir la forme d'un État. Sans doute, elle gagnera toujours à revêtir cette forme, ne fût-ce que pour mieux assurer son existence et mieux satisfaire à ses besoins. Mais elle peut à la rigueur subsister sans elle, comme le prouvent les exemples des nations authentiques soumises à des États étrangers (voir ci-après).

Nation et État

Il faut donc éviter avec soin de confondre nation et État. Leur confusion, trop fréquente, est aussi dommageable à la morale politique qu'à la science politique. De part et d'autre elle nuit, en même temps qu'à la clarté des idées, à la différenciation des problèmes, à leur bonne position et à leur bonne solution, Il ne sera donc pas inutile d'éclairer nos analyses ultérieures en rassemblant ici les principales raisons qui fondent et imposent la distinction entre la nation et l'État.

Les facteurs constitutifs de la nation



Des jeunes élèves

Il sont substantiellement les mêmes pour les petites et pour les grandes nations, pour les nations anciennes et disparues et pour les nations modernes et actuellement vivantes, enfin pour les nations dotées et pour les nations privées d'autonomie politique. Pour toutes, le problème de leur constitution revient à déterminer les causes et les éléments de leur homogénéité et de leur unité spécifiques. Ces

causes et ces éléments sont de nature diverse, et surtout d'importance inégale, si bien que l'un ou l'autre des facteurs à déterminer peut d'aventure manquer et être suppléé par d'autres ; à l'exception d'un, toutefois, qui est de nécessité absolue, et que, pour cette raison, nous examinerons le dernier. L'on a ainsi, par ordre approximatif d'importance sociologique croissante (et sauf variations

historiques de cette importance), les facteurs suivants :

1- La race

Si difficile qu'elle soit à déterminer scientifiquement en ses ultimes composantes, la race n'en constitue pas moins une réalité biologique incontestable, dont la prise en considération s'impose à l'ethnographie et à l'anthropologie ayant de s'imposer à la sociologie. La race se reconnaît pratiquement aux ressemblances morphologiques, physiologiques et psychologiques que crée la communauté du sang. Ces ressemblances éclatent dans les grandes races, blanche, noire, jaune, rouge et brune, dont se compose l'humanité. Elles subsistent encore, quoique de moins en moins perceptibles, dans les races secondaires qui se sont différenciées à l'intérieur des grandes races ; par exemple, s'il s'agit de la race blanche, dans les races aryenne et sémite en qui elle s'est diversifiée, et dans leurs multiples variétés (telles, dans la race aryenne, les variétés que représentent les races hindoue, perse, hellène, latine, slave, germanique, etc.). C'est surtout dans l'ordre psychologique et moral que les différences entre races sont sensibles et importantes : il s'en faut que tous les blancs, même que tous les aryens, présentent les mêmes caractéristiques d'intelligence, de sensibilité, de volonté, les mêmes aptitudes et les mêmes dons naturels. Il y a donc lieu de tenir compte de la diversité des races, tant préhistoriques qu'historiques.

Mais il devient de plus en plus difficile de parler de nos jours de races pures : on ne saurait guère espérer en rencontrer que dans quelques populations ayant réussi d'aventure à vivre dans un parfait isolement. La règle aujourd'hui en Europe, c'est les races mêlées. Sociologiquement au moins, ce sont des races encore, et qui comptent comme facteurs de nationalité. La communauté de sang qu'elles réalisent avec ses diverses conséquences est assurée par l'action isolante des frontières, par l'identité des conditions géographiques et économiques d'existence, surtout par la prédominance séculaire de mariages entre familles appartenant à la même nation. La parenté biologique de la race procède en effet de celle des familles, qui tendent à se fondre les unes dans les autres, et entre lesquelles se créent, en plus des ressemblances biologiques, des liens sociaux de solidarité et d'amitié dont ne peut que bénéficier l'unité de la nation...

2 La langue

Elle constitue un facteur voisin de

celui de la race, mais qui cependant ne se confond pas avec lui, quoi que puissent dire à l'encontre Fichte et certains ethnologues. Il peut même en différer jusqu'à le contrebalancer et l'annuler. C'est ainsi que le français a singulièrement servi à rapprocher et à fondre les races différentes dont est composée la France, en leur faisant parler à toutes la langue de l'Île de France. Tout pareil fut en Allemagne le rôle de l'allemand, que les Celtes, les Latins et les Slaves assimilés aux Germains considèrent bonnement aujourd'hui comme leur langue originelle. La langue est donc à tenir pour un principe puissant d'unité nationale. Cependant d'authentiques nations modernes restent distinctes tout en parlant la même langue témoin l'Angleterre et les États-Unis ; et de même la France, la Belgique Wallonne et la Suisse romande. En revanche, d'autres nations conservent, sans péril inéluctable pour leur nationalité, la distinction des langues conjointement avec la distinction des races : témoin la Belgique bilingue et la Suisse trilingue...

3 - Le sol

Il a une double action sur la constitution des nations. D'abord une action physique et géographique : Aristote et Montesquieu ont montré qu'il exerce, par son climat, ses produits alimentaires, etc., une influence lente et profonde sur les races, sur leur physiologie et leur psychologie, sur leurs prédispositions politiques, etc. ; « Tel le nid, tel l'oiseau » dit en ce sens Michelet, non sans beaucoup d'exagération (l'identité du nid n'empêche pas qu'il y ait de grandes différences entre les Romains anciens et les Italiens modernes, entre les Peaux-rouges et les citoyens du Canada et des États-Unis). Puis, et surtout, une action psychologique et sociale, qui est proprement celle du sol longtemps possédé et cultivé par une seule et même nation, du « sol national », premier élément du patrimoine national. C'est sous cette forme privilégiée que le sol est un puissant facteur d'unité nationale, celui qu'exaltent les politiques et les historiens auxquels il a inspiré la théorie des « frontières naturelles », cause de tant de guerres nationales.

Naturellement, on ne saurait parler de sol national que pour les nations fixées depuis un assez long temps. Cette expression perd toute signification pour les tribus nomades et pour les hordes migratrices (du moins pendant le temps de leurs migrations). En fait, le même sol a partout été successivement occupé, sinon cultivé, par des populations de race et de langue différentes...

Carlos Amevor

Pharmacies de garde de Lomé
du 13 au 19 /02/ 2018

St RAPHAEL	Marché Atikpodji	22 21 84 26
ETOILES 10	Av. Nouvelle Marche	22 21 88 47
CRISTAL	Bd Houphet Boigny	22 20 90 91
CHATEAU D'EAU	BE	22 21 57 51
KPEHENOU	Bd H BOIGNY	22 21 32 24
ESPERANCE	Nyékouakpôé	22 21 01 28
LIBERATION	Av Libération	22 22 25 25
BON SECOURS	Cassablanca	22 45 76 74
ROBERTSON	Nyékouakpôé	23 20 61 11
N.D. DE LA TRINITE	Bd de la paix	22 21 27 80
GBEZE	Bd Jean Paul II	22 26 32 61
UNIVERS - SANTE	CHU Campus	22 52 41 39
AEROPORT	Aéroport SITO	22 26 21 22
RAOUDHA	TOGO 2000	22 61 39 39
MISERICORDE	BE-KPOTA	23 38 47 62
LE PROGRES	Zorro-bar	22 35 86 55
ELI-BEREC	Adidogomé	22 51 22 82
LA REFERENCE	Adidogomé	22 51 12 12
BONTE	Route de SEGBE,	22 36 28 50
BETANIA	Totsi-Glenkomé	22 43 89 40
MILLENAIRE	Agoenyivé,	22 51 64 31
MATHILDA	Lomégan - ODEF	22 51 15 34
EL SHADAÏ	Klikamé ESTAO	22 51 44 25
DIEUDONNE	LEO 2000	23 38 07 44
EL-SHAMMAH	Amadahomé	22 46 93 50
AGOE-NYIVE	Agoè-Nyivé	22 25 83 38
ESPACE VIE	Agoè-Logopé	22 32 87 20
APOU ANTOINE	Agoè-Assiyéyé	22 19 12 15
DIVINA GRACIA	Agoè-Fiowi	22 45 79 69
MAWUNYO	Agoè-Sogbossito	22 42 34 64
La FLAMME D'AMOUR	Agodeke	22 45 70 14
LE DESTIN	Baguida	22 41 15 41

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékouakpôé, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR THIERRY CASTANET ; Tél: 90 97 15 15
DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél: 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékouakpôé, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'événement privé et professionnel
Communication, Location d'espaces
Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marché Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marché RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

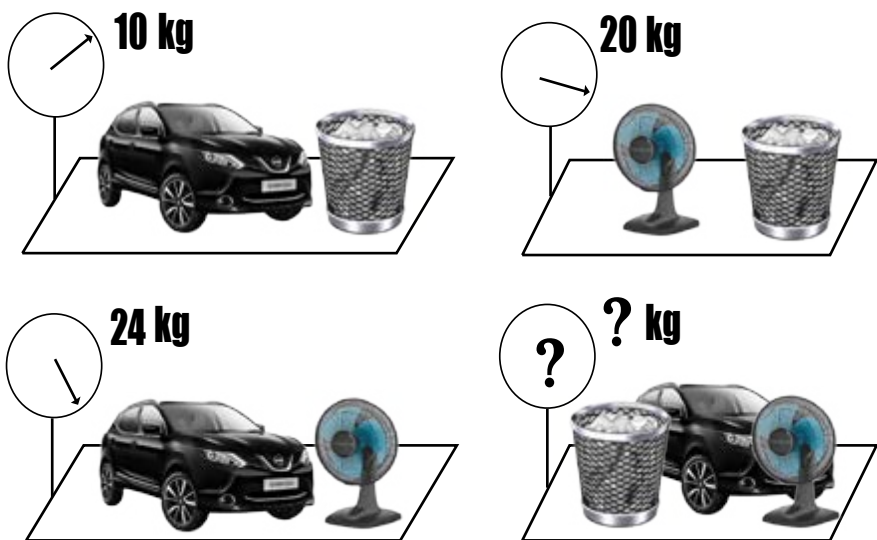
DANSE ET COURS DE ZUMBA

COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél : 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

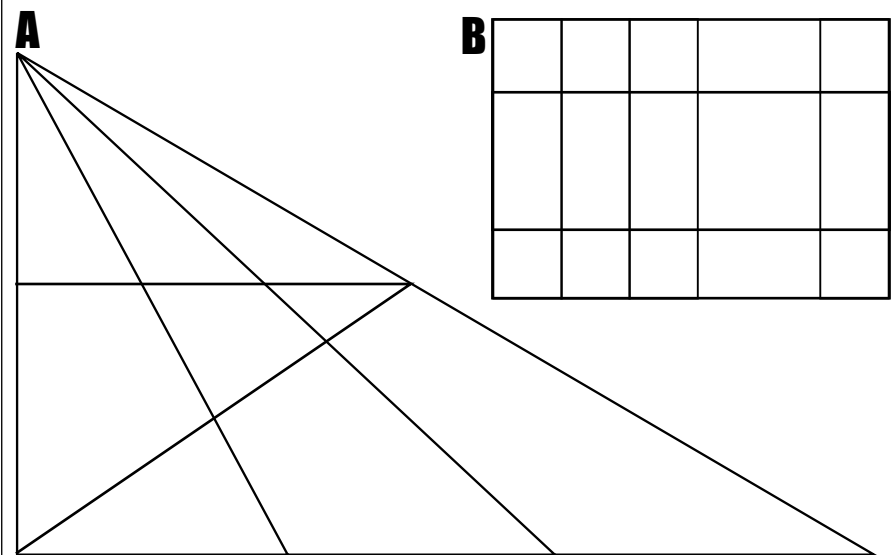
AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél : 22 40 04 99

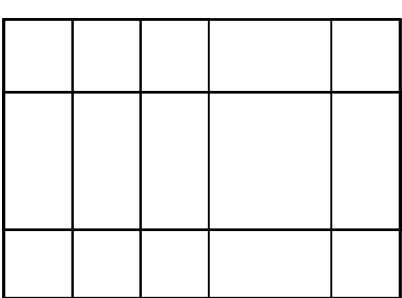
Sauriez-vous résoudre l'énigme ci-dessous?



A / Combien de triangles ?



B / Combien de rectangles?



Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
E-mail: dhoglonou@africatranslate.com



Photo du jour

Donnez
une
légende
à cette
photo



Littérature et recherches

Professeur Kangni Kinvi veut promouvoir les maths au Togo

Prof Kangni Kinvi, est enseignant Titulaire à l'Unité de Formation et de Recherche de Mathématiques et Informatique (UFRMI) à l'Université de Cocody, Abidjan en Côte d'Ivoire. Ce Togolais vivant et travaillant à l'étranger a effectué une mission de travail à l'Université de Lomé (UL) en mi-février 2018. Togomatin a profité de l'occasion pour aller à sa rencontre. Cet universitaire par ailleurs écrivain a bien voulu se prononcer sur son récent ouvrage intitulé: «Analyse de Fourier non-commutative ».



Prof Kangni Kinvi

Togomatin : Pouvez-vous vous présenter brièvement « Analyse de Fourier non-commutative », votre nouvel ouvrage ?

Kangni Kinvi : Je tiens à remercier le journal Togomatin grâce à qui je dévoile mes activités de recherches et universitaires et aussi mes projets d'avenir pour la promotion des mathématiques au Togo. Effectivement mon récent et deuxième ouvrage, « Analyse de Fourier non-commutative » est paru le 18 janvier dernier en France. L'analyse de Fourier est un domaine très varié et traite de signaux, les traitements d'images, les ordinateurs et les scanners dont on fait usage. Il est la somme de mes différentes recherches,

mes différents résultats, des divers cours que j'ai donné dans les universités de part le monde entier, notamment les universités de Côte d'Ivoire, de Cheick Anta Diop, de Pretoria, de Lomé et dans certaines universités canadiennes, brésiliennes, São polo que j'ai répertorié pour en faire le contenu de mon ouvrage. L'étudiant de licence ou de Master I peut mieux percevoir toutes les notions de base qui se trouvent dans ce livre.

Que gagne l'étudiant togolais en lisant votre ouvrage ?

Dans mon ouvrage on découvre les notions de base pouvant outiller le lecteur mieux à comprendre le domaine de l'analyse harmonique. L'étudiant qui le lit va gagner beaucoup

de choses, parce que c'est un livre adapté pour les étudiants de Master I en mathématiques désireux de poursuivre le doctorat. De même pour un ingénieur en informatique l'ouvrage lui est recommandé puisque c'est grâce à l'analyse de Fourier que les images et les sons sont plus modernisés.

A part les œuvres mathématiques, comptez-vous, vous lancer dans la littéraire pure ?

Je n'excelle pas vraiment dans le domaine littéraire. Je me suis toujours intéressé à ce qui concerne le monde scientifique, surtout les mathématiques, la physique et aux applications.

Allez-vous continuer par écrire ?

Bien sûr ! J'ai des projets en cours. J'écris un autre ouvrage qui sortira d'ici l'année prochaine. Il est en anglais et est intitulé "Lie Group and Lie Algebra" en français « Le groupe et les algèbres de Lie ». Étant donné que je fréquente beaucoup de pays anglophones, l'ouvrage à paraître sera anglais car l'usage de cette est répandu dans le monde.

Carlos Aमेvor

Bande dessinée

Le Togo a désormais sa ligue de justiciers

Créée par AGO Media avec le soutien de l'ambassade des Etats Unis et ARS Paris, la bande dessinée Scarf a été officiellement lancée vendredi soir suivi d'une projection du nouveau film Black Panther à Canal Olympia.



Les personnages de la bande dessinée en compagnie des autorités

Les histoires de justiciers, se retrouvent souvent dans les films, séries, bandes dessinées, et ouvrages occidentaux. Mais depuis ce vendredi 16 février 2018, le Togo peut aussi compter sur des justiciers, de façon fictive bien sûr et qui ont pour mission de lutter contre la traite des enfants et des personnes en générale.

Cette œuvre est issu d'un concours lancé par AGO média et l'ambassade des USA à l'endroit des enfants de certains établissements, et qui ont réussi avec l'aide des spécialistes à créer des personnages imaginaires qui ont pour rôle de protéger les plus vulnérables contre leurs bourreaux.

La bande dessinée dont le personnage principal s'appelle Scarf, a pour but non seulement de susciter l'esprit d'imagination chez les jeunes, mais aussi de réveiller les consciences de tout publique sur ce phénomène qu'est la traite des personnes. Même si ces dernières années, on a l'impression qu'elle diminue, la traite des personnes est toujours tapie dans nos sociétés.

A juste titre, la ministre de l'action sociale, Tchabinandji Yentcharé Kolani a rappelé que des milliers d'enfants sont victimes de ce phénomène. Et ce ne sont pas seulement les enfants qui sont touchés. Même les personnes adultes sont aussi atteintes par ce mal. Pour s'illustrer, elle est revenue sur le retour d'une centaine de Togolais victimes d'esclavage.

Pour finir, Mme Kolani au même titre que l'ambassadeur des Etats Unis au Togo, David Gilmour, a salué l'action des forces de défense et de sécurité qui a permis jusqu'alors de lutter contre ce phénomène.

Edem Dadzie

Lire

« ...Elle tourna lentement les talons et les Moineaux disparurent de sa vue, en même temps que le sourire qu'elle affichait pour eux. En quelques enjambées, elle rejoignit Gilly, l'autre serveuse, qui se trouvait devant la machine à soda et remplissait des verres. Elle savait qu'elle aurait dû plutôt filer vers une autre table, pour faire mine d'être occupée, mais elle avait besoin de quelques secondes de pause pour reprendre ses esprits. Elle posa sa main sur le bar et y appuya sa hanche. Que

Dieu me garde, murmura-t-elle. Heureusement, un pan de mur l'abritait du regard des Moineaux. Ne compte pas trop sur Lui, fit la voix de Gilly. Elle avait seize ans et en annonçait dix-huit parce qu'elle était en fugue. Elles échangèrent un sourire. Elles travaillaient toutes les deux quatorze heures par jour, et cela créait des liens. Je crois qu'Il nous a oubliées, acheva Gilly. Tant de pessimisme chez une personne si jeune ... Dénia en fut choquée. Je refuse de croire qu'Il nous a oubliées, protesta-t-elle. Décidément, le mensonge devenait chez elle une seconde

nature. Si Dieu existait, il l'avait bel et bien oubliée ... Et comment! Je suis persuadée qu'il se passera encore des choses merveilleuses dans ma vie. Il suffit d'être patiente et de ne pas se décourager. C'est ça ... Tu peux toujours rêver. Au fond, tu n'as pas tort ... Moi aussi, je dois croire à la chance : aujourd'hui les Moineaux ont choisi de s'installer de ton côté. Tu plaisantes ... Ils te font de grands sourires, et moi ils me regardent comme si j'étais la méchante sorcière du Magicien d'Oz. Je ne vois pas du tout ce que j'ai pu leur faire. Je vois encore moins pourquoi

ils reviennent ici, si je les gêne à ce point. Au début, elle les avait trouvés étranges et s'était méfiée, mais ils n'avaient pas manifesté de versant monstrueux, et elle ne craignait plus qu'ils soient des démons. Gilly ne put s'empêcher de rire. Tu veux que je leur plante discrètement un couteau entre les omoplates? Ce serait vraiment dommage, Gilly. Les menottes ne t'iraient pas du tout. Le sourire de Gilly s'effaça. Je le sais, que les menottes ne me vont pas, crois-moi ... Danika fut tentée de lui conseiller de rentrer chez elle, auprès de sa mère. Mais après

tout, si Gilly préférait la rue à son foyer, elle avait probablement une bonne raison. Dehors, on rencontrait des femmes au regard éteint qui vendaient leur corps, on assistait à des bagarres sanglantes, on voyait des gens mourants d'overdose au milieu de l'indifférence générale. On ne vivait pas dans la rue par choix. Autrefois, Danika avait cru que le monde était une sorte de paradis qui vous réservait d'heureuses surprises... »

« L'émeraude des ténèbres » De Gena Showalter. Ed Bestsellers. Pp 34-35

Joseph Kokou Koffigoh fait des révélations sur certains évènements du passé

Dans une récente tribune publiée sur sa page facebook, l'ancien premier ministre de la transition qu'a connue le Togo dans les années 92, Joseph Kokou Koffigoh est sorti de son silence et fait des révélations par rapport à ce qui s'est réellement passé, au cours de cette période trouble de l'histoire de notre pays.

« Cher amis, Victime d'un cyber-harcèlement pour la deuxième fois en trois mois de la part d'un certain Anani Sossou, j'ai pris la décision de dire quelques mots de certains évènements passés de notre cher pays. Cette fois-ci, j'ai choisi, au lieu de la poésie, le moyen de la prose plus propice aux développements qui vont suivre. C'est d'ailleurs le souhait que Anani Sossou lui-même a formulé. Je n'ai qu'un seul regret, celui de devoir répondre à ce Monsieur au moment où s'ouvre le énième dialogue inter-togolais. J'y suis obligé, au vu des commentaires désobligeants qui ont suivi son attaque amplifiée par les réseaux sociaux. Si nous voulons triompher des ténèbres, il nous faut un peu de lumière. Il s'avère donc urgent que j'apporte mon éclairage.

En novembre 1992 des militaires ont pris d'assaut le Haut Conseil de La République le parlement de transition et ont séquestré les hauts conseillers. L'objectif affiché pour ce deuxième coup de force contre les institutions, après celui perpétré contre la Primature le 3 décembre 1991, était d'exiger le déblocage des fonds du Rassemblement du Peuple Togolais (RPT) gelés par la Conférence Nationale Souveraine(...)

Nous sommes entrés en ce mois de février 2018 dans les temps du carême catholique, et j'encaisse le coup qui m'est destiné comme le énième sacrifice, dans la lutte que je n'ai jamais cessée de mener avec et pour le peuple, pour une démocratie pacifique dans notre pays.

À l'heure du dialogue et de la réconciliation, je me demande quels desseins poursuivent ceux qui s'acharnent à déformer l'histoire et surtout à couvrir d'autres concitoyens d'opprobre.

Autre élément qu'à peine je me hasarderai à commenter: ce sont les tristes évènements de



Joseph Kokou Koffigoh

janvier 1993 et leurs suites. Nous étions en pleine grève générale et illimitée décrétée par l'opposition depuis le 16 novembre 1992.

Or il nous fallait organiser les Présidentielles avant le 31 décembre 1992 qui marquait la fin constitutionnelle de la transition. J'ai réussi à convaincre le Chef de l'État d'ouvrir des négociations avec l'opposition surtout sur les garanties de sécurité. Le Président a accepté et nous avons publié un communiqué. Hélas, mes amis partisans et promoteurs de la grève ne voulaient pas entendre parler de dialogue. La grève est "non négociable" entendait-on proclamer dans les meetings populaires notamment à Ablogame, sous des tonnerres d'applaudissements. On a fait croire à notre peuple affamé à la suite de trois mois de cessation complète d'activités, que le régime allait bientôt tomber. Toute position contraire relevait bien sûr de la haute trahison. La transition telle que prévue par la Conférence Nationale Souveraine avait pris fin selon une déclaration du pouvoir. Ce qui signifie qu'il ne restait plus aucune légitimité aux institutions qui en étaient issues. Et pourtant certains faisaient nuitamment le trajet de Lomé 2 la résidence du Chef de l'État pour se faire nommer Premier Ministre. Le Président Eyadéma a compris que ces gens n'étaient pas sérieux puisqu'ils continuaient de prôner la poursuite de la

grève sans en mesurer les conséquences désastreuses sur la vie des concitoyens.

C'est dans ces conditions qu'une catastrophe s'est produite à Lomé lors de la visite des Ministres de la Coopération français et allemands: le massacre de Freau Jardin perpétré par un commando occulte du sein même des forces de sécurité. Le pays était en ébullition. Sur ces entrefaites, la télévision nationale montre un gendarme décapité dans un carrefour du quartier de Bè Kpota. Des militaires, sous le choc, en profitent pour sortir des casernes, tirer en l'air et piller des magasins. La population de Lomé terrorisée s'enfuit en partie, qui vers le Bénin, qui vers le Ghana, et qui dans son village à l'intérieur du pays. C'est juste avant cet exode que le Haut Conseil de la République refait surface pour se réunir de force à l'Hotel de la Paix, non pas pour destituer le Président de la République, (ils avaient trop peur de lui)..., mais pour démettre le Premier Ministre élu par la Conférence Nationale Souveraine, celui là même qui au prix de sa vie, s'était opposé en décembre 1991 à la dissolution du Haut Conseil de la République. La décision était évidemment nulle, puisque le Haut Conseil de la République avait légalement cessé d'exister... »

Comme en 1991 beaucoup d'acteurs du processus démocratique ont pris la clé des champs. On a même

été informé d'une situation ubuesque à Cotonou où nos frères sont allés former un gouvernement en exil avec à la tête non pas un Président de la République mais plutôt un Premier Ministre qui viendrait travailler avec ce même Eyadéma que tout le monde contestait. C'est ainsi que la division sur fond de tribalisme qu'on vivait déjà au sortir de la Conférence Nationale Souveraine s'est approfondie.

Revenons au pays. Il fallait remettre le Togo sur les rails et rapidement former un gouvernement. J'ai formé ce gouvernement que j'ai justement baptisé gouvernement de crise, non sans poser des conditions, notamment le renforcement des garanties de sécurité pour tous y compris aux opposants et à leur domicile, l'ouverture d'un dialogue avec l'opposition dès qu'elle en accepterait les termes, l'organisation d'élections propres et transparentes à commencer par les Présidentielles etc... Ce programme minimum a été décliné en 7 points et rendu public. Ce programme minimum a été réalisé sans faute.

Le dialogue s'est déroulé en plusieurs étapes à commencer par Colmar en France qui a échoué. Il s'est poursuivi à Ougadougou sous la facilitation du Président Blaise Compaoré et, après moult es péripéties, fut sanctionné par un accord signé à Lomé.

J'ai pu ainsi organiser les présidentielles en 1993 (gagnées par Eyadéma) les législatives en 1994 (gagnées par l'opposition). Entre-temps j'ai eu à gérer d'autres crises résultant d'attaques armées dirigées par une opposition armée basée au Ghana, contre le camp militaire de Lomé et le Chef de l'État.

Ayant été élu député, j'ai rendu mon tablier au Président de la République pour aller siéger à

l'Assemblée Nationale.

Conclusion

Il y a toujours des leçons à tirer du passé:

Au Togo, le choc des extrémismes ne peut jamais nous sortir d'affaire. Neuf mois de grève générale et illimitée n'ont pu venir à bout de ce pouvoir, à plus forte raison de simples marches sans négociation ne réussiront pas à le faire ou à s'en défaire.

Mais on pourra progresser et créer les conditions d'une alternance pacifique si on accepte de dialoguer sincèrement. Les marches ne peuvent être comprises que comme un moyen de pression comme l'avait fait Martin Luther King aux USA.

Une opposition divisée par des querelles intestines et l'exaltation des égos, court vers l'échec. Il lui faudrait paradoxalement emprunter au RPT sa formidable capacité à rester soudé, si elle, c'est à dire l'opposition, veut constituer une alternative crédible.

La lutte armée n'a rien donné dans le passé; il est inutile voire dangereux d'en rêver aujourd'hui. Le cas du Togo est spécial.

"Les hommes de Dieu" doivent pousser à la réconciliation par le dialogue et prier abondamment au lieu de jeter de l'huile sur le feu. À cet égard on doit saluer l'initiative de la Conférence des Évêques du Togo d'inviter les fidèles à des journées de prière et de jeûne pour la réussite du dialogue.

La limitation des mandats doit être acceptée comme remède aux tentations de prise de pouvoir par les voies anticonstitutionnelles. Le pouvoir doit le comprendre et accepter d'en discuter loyalement les modalités. Une nouvelle chance nous est donnée par le dialogue qui s'ouvre. Tout le reste est littérature et poursuite du vent.

Joseph Kokou Koffigoh

Poursuite du programme des réparations

Le HCRRUN veut guérir les plaies de façon durable

Lors d'une conférence de presse organisée ce vendredi 16 février 2018 à son nouveau siège situé dans la cité OUA à Lomé, le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN), a fait part à l'opinion de ses nouvelles orientations dans l'accomplissement de sa mission.



Awa Nana Pdt du HCRRUN

La rencontre a permis aux premiers responsables de l'institution de faire le bilan à mi-parcours de la phase d'indemnisation et de prise en charge des victimes les plus vulnérables des violences socio-politiques de 1958 à 2005. Pour cette première phase où 137 victimes étaient prévues, seules 88 ont été servies. Prise en charge psycho médicale et financière Selon Dr Michel Kodom, président d'Aïmes-Afrique, la structure ayant assuré la prise en charge psycho médicale, les victimes ont été traitées en psychologie, chirurgie générale, ophtalmologie, neurologie, stomatologie, urologie, gynécologie et en médecine interne. Des colliers cervicales, des prothèses dentaires, et des verres médicaux entre

autres ont été prescrits à certaines d'entre elles. Outre la prise en charge médicale, les 88 victimes ont également bénéficié des indemnités financières. Sur les 2 milliards de francs alloués au HCRRUN en 2017 pour ces opérations, 154.980.000 francs CFA ont été dépensés pour les victimes de cette phase qui a couvert la période du 12 au 29 décembre 2017 et celle du 12 au 15 février 2018. Selon la présidente du HCRRUN, Awa Nana Daboya, le nombre limité de la phase première est due à l'état de vulnérabilité très prononcé de certaines victimes. Cette vulnérabilité constituée de pathologies importantes, nécessite une attention particulière. D'autres victimes suivront dans les jours à venir.

Un nouveau siège et une nouvelle stratégie Face aux réalités du terrain, le HCRRUN veut changer de stratégie en mettant plus l'accent sur la prise en charge psycho médicale. Ainsi, de nouveaux locaux ont été mis à la disposition de cette institution. Le HCRRUN est né de la volonté du chef de l'Etat Faure Gnassingbé de réconcilier les Togolais. Le nouveau siège est situé dans la cité OUA à la villa n° 36. Les nouveaux locaux abritent la Médiature de la République et le Haut-Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale. Une partie servira également de cadre pour la prise en charge psycho médicale des victimes vulnérables.

« Le cadre où nous opérons en ce moment a été mis à la disposition de nos institutions par l'Etat togolais, et ces locaux que vous voyez viennent s'ajouter à la longue liste des mesures que la Haute Autorité de l'Etat, son Excellence le Président de la République, a prise pour permettre au HCRRUN d'œuvrer en toute sérénité au processus de réconciliation et de renforcement de l'unité nationale » s'est réjoui Awa Nana Daboya, la présidente du HCRRUN.

La rédaction

Sécurité alimentaire

Le poisson togolais « Makandjo » est bon pour la consommation

Depuis quelques jours, circule une vidéo sur les réseaux sociaux concernant le poisson Hek communément appelé Makandjo. Ce poisson serait selon les rumeurs fabriqué en plastique ou en carton et mis sur le marché. Pour dissiper les craintes, le directeur de l'élevage a fait une sortie médiatique.



Des poissons

L'affaire serait née suite à une vidéo publiée par une Ghanéenne qui serait venu s'approvisionner à Lomé. Après avoir morcelé les poissons, elle s'est rendu compte que ceux-ci étaient bourrés d'eau. En pressant les morceaux, la chair laissait s'échapper l'eau et restait froissée à la manière d'un tissu ou d'un carton mouillé. Cette vidéo a créé une polémique et une méfiance auprès des consommateurs. Cette situation a poussé les autorités chargées de l'élevage, en l'occurrence, le directeur de l'élevage à apporter des explications scientifiques à ce phénomène. Pour donner une crédibilité à cette démarche et surtout rassurer les populations, l'Association Togolaise des Consommateurs (ATC) a été associée. Pour Komlan Batawila, directeur de l'élevage, la seule explication scientifique, est que la rupture de la chaîne de froid dans le frigo concerné a entraîné une noyade des poissons, l'amenant à être remplie d'eau. Après l'avoir pressé pour en sortir l'eau, le poisson s'est effrité comme du tissu ou froissé comme du tissu. Selon M. Batawila, les poissons issus du frigo concerné ont été retirés de la vente et seront détruits. Cette affaire est arrivée au moment où circule régulièrement sur des produits qui seraient fabriqués en plastiques ou cartons par les asiatiques. Même s'il est difficile de brandir des preuves matérielles, c'est tout de même prudent de préférer les produits locaux. En tout cas les autorités sont formelles : le poisson togolais Makandjo est tout simplement bon pour la consommation.

Edem Dadzie

Affaires Etrangères

Robert Dussey participe à la conférence de Munich sur la sécurité dans le monde

Le ministre togolais des Affaires Etrangères Robert Dussey a participé, du vendredi 16 février au dimanche 18 février 2018, à une conférence internationale sur la sécurité dans le monde. L'événement s'est tenu à Munich, en Allemagne.

Plus de trente (30) chefs d'Etat et de gouvernement et plus de cent (100) ministres y prennent part. Entre autres, côté africain, le président rwandais Paul Kagame,

actuel président en exercice de l'Union Africaine, le président burkinabè Roch Christian Kaboré et le Chef de la commission de l'Union africaine Moussa Faki Mahamat.

L'insécurité au Sahel, plus précisément la lutte contre les djihadistes dans cette zone géographique, figure parmi les sujets prioritaires qui focalisent les discussions cette

année. Dans une interview qu'il a accordée à la Deutsche Welle, le patron de la diplomatie togolaise a affirmé que « la prolifération des armes provenant de la Libye est une source d'instabilité » de la région, notamment du Mali, du Niger et du

Burkina-Faso. Dans le cadre de la lutte engagée par ces pays contre ce phénomène, notamment au travers du G5 Sahel, Robert Dussey plaide pour qu'ils soient soutenus par les partenaires présents à Munich.

Esther

assistance

- Défense des victimes
- Remorquage - Dépannage
- Fourrière privée
- Abonnement
- Conseil - Représentation
- Facilitation

SERVICE
DISPONIBLE
24H/24



You live, we care

Rue 132, Angle 139 Aflao-Gakli Djidjolé - B.P. 30117 Lomé-Togo
Tél : +228 93 68 72 12 / 22 45 74 67 - Mail : contact@estherassistance.com